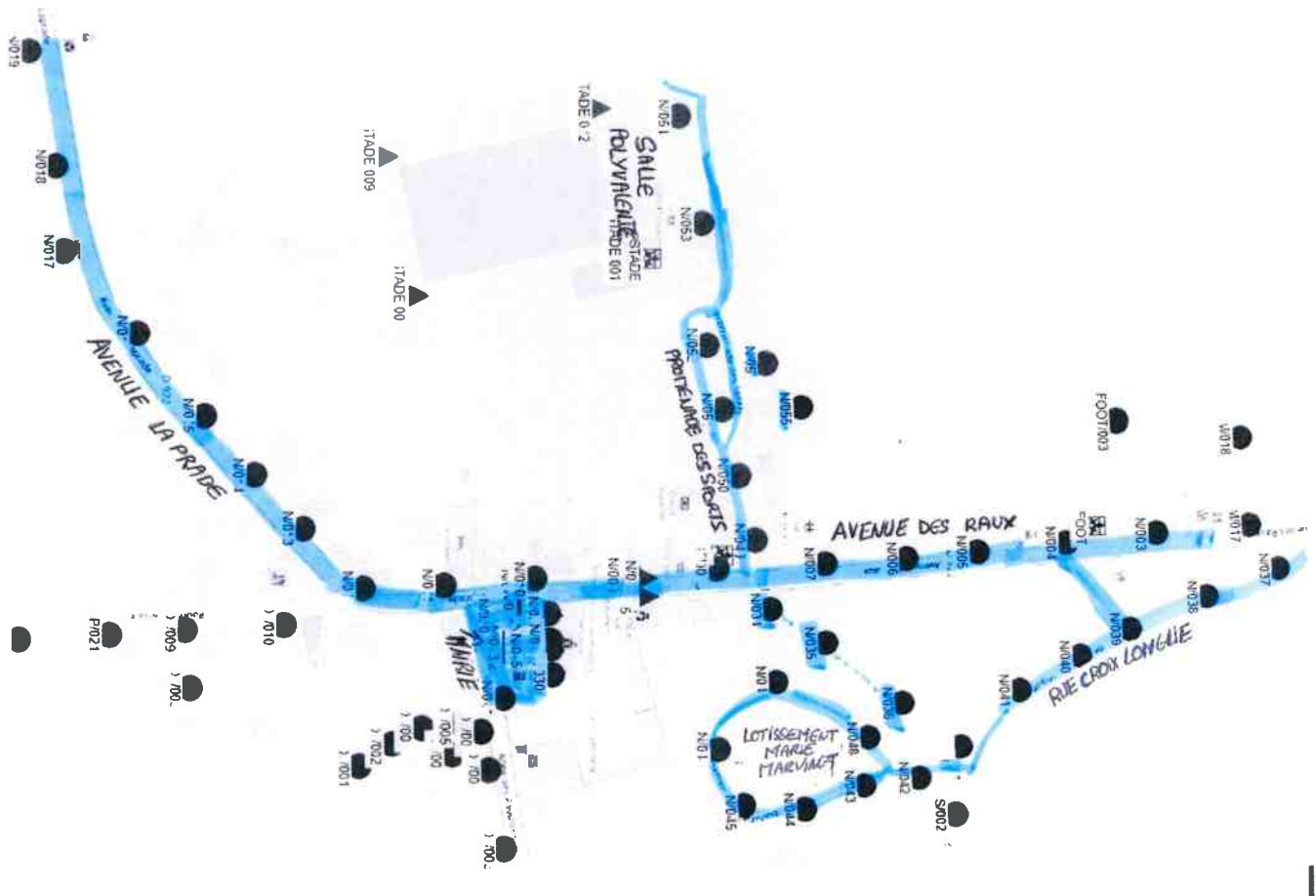


Arrêté N° A2026-12 portant réglementation des coupures d'éclairage public sur le territoire de la commune de Jussac

Le Maire de la commune de Jussac,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2 relatif à la police municipale dont l'objet est d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publiques et notamment l'alinéa dans sa partie relative à l'éclairage,
Vu le code civil, le code de la route, le code rural et de la pêche maritime, le code de la voirie routière, le code de l'environnement,
Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation sur la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 41,
Vu la délibération n° D-2022-3-8 du conseil municipal en date du 08/06/2022 relative à la coupure de l'éclairage public,
Vu l'arrêté municipal n°2022-007 du 15/11/2022,
Considérant la nécessité de lutter contre la pollution lumineuse, les émissions de gaz à effet de serre, d'engager des actions volontaires en faveur des économies d'énergies et de la maîtrise de la demande d'électricité et considérant qu'à certaines heures l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue,
Considérant la nécessité de lutter contre l'insécurité, notamment pendant les diverses animations ;

ARRETE :

Article 1^{er} : A compter du 03/04/2026, l'éclairage public sera réouvert sur une partie de la commune selon le plan ci-dessous :



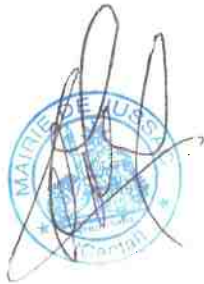
Article 2 : Cette modification est permanente.

Article 3 : Le Maire de Jussac est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

Il sera adressé copie pour information à :

- Monsieur le Préfet ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie ;
- Monsieur le Président du SDIS ;
- Monsieur le Président du syndicat d'électricité.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Le Maire,

André ARNAL